

REPUBLIQUE FRANCAISE

**METROPOLE DU GRAND PARIS**

**SEANCE DU CONSEIL DE LA METROPOLE DU GRAND PARIS  
DU VENDREDI 12 FEVRIER 2021**

**CM2021/02/12/13 : CHAIRE "AGRICULTURES URBAINES, SERVICES ECOSYSTEMIQUES ET ALIMENTATION DES VILLES" – RENOUELEMENT DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC AGROPARISTECH ET LA FONDATION AGROPARISTECH**

---

DATE DE LA CONVOCATION : 5 février 2021  
NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE : 208  
PRESIDENT DE SEANCE : Patrick OLLIER  
SECRETAIRE DE SEANCE : Quentin GESELL

**LE CONSEIL DE LA METROPOLE DU GRAND PARIS**

**Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L5219-1,

**Vu** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et notamment son article 12,

**Vu** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et notamment son article 59,

**Vu** le décret n° 2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre, fixant le siège et désignant le comptable public de la métropole du Grand Paris,

**Vu** la délibération CM2017/08/12/12 du Conseil métropolitain relative à la compétence « valorisation du patrimoine naturel et paysager »,

**Vu** la délibération CM2017/10/19/02 du Conseil métropolitain relative à la stratégie Nature de la Métropole,

**Vu** la délibération CM2018/11/12/01 du Conseil métropolitain prenant acte du débat sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durables du Schéma de cohérence territoriale,

**Vu** la délibération CM2018/11/12/13 du Conseil métropolitain portant adoption du Plan climat air énergie métropolitain,

**Vu** la délibération CM2019/10/11/17 du Conseil métropolitain relative au bilan des rencontres agricoles et approuvant les premières orientations du Plan alimentation durable métropolitain,

**Vu** la délibération CM2020/05/15/04 du Conseil métropolitain portant adoption du Plan de relance de la Métropole du Grand Paris : pour un territoire durable, équilibré et résilient,

**Vu** la délibération CM2018/06/28/30 du Conseil métropolitain relative à la convention de partenariat 2018-2020 avec AgroParisTech et la Fondation AgroParisTech, concernant la création de la Chaire partenariale « Agricultures urbaines, services écosystémiques et alimentation des villes »,

**Vu** le projet de convention de partenariat entre la Métropole du Grand Paris et AgroParisTech et la Fondation AgroParisTech, annexé,

**Considérant** les compétences en matière de valorisation du patrimoine naturel et paysager et de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie,

**Considérant** les enjeux de préservation, de valorisation et de développement des espaces d'agriculture urbaine sur le territoire métropolitain,

**Considérant** les enjeux spécifiques de préservation de la biodiversité en milieu urbain dense au sein de la Métropole,

**Considérant** les enjeux spécifiques de la Métropole en matière d'alimentation locale et durable,

La commission Biodiversité et Nature en ville consultée,

#### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

**APPROUVE** le renouvellement de la convention de partenariat avec AgroParisTech et la Fondation AgroParisTech, pour une période de deux ans, dont le projet est joint en annexe de la délibération.

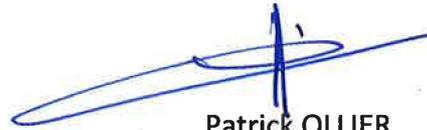
**AUTORISE** le Président à signer le projet de convention et tout acte y afférent.

**FIXE** le montant total de la subvention à 120 000 € (cent vingt mille euros), dont 60 000 € (soixante mille euros) au titre de l'année 2021 et 60 000 € (soixante mille euros) au titre de l'année 2022.

**PRECISE** que les dépenses seront imputées au chapitre 65 de chaque exercice budgétaire sous réserve de l'inscription des crédits aux budgets 2021 et 2022.

**A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES**

**Le Président de la  
métropole du Grand Paris**



**Patrick OLLIER  
Ancien Ministre  
Maire de Rueil-Malmaison**

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Paris dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'État et de sa publication.